

STOP A LA DESTRUCTION DU SECTEUR SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL !

Aujourd'hui, l'ensemble du personnel éducatif, technique, administratif, logistique des établissements et services de l'action sociale, médico-sociale, privée et publique est à bout. **Pas un secteur n'est épargné par les mises en place de politiques d'austérité de réduction des budgets sociaux .**

Les orientations du gouvernement visant des économies drastiques sur les dépenses publiques sont graves et nous alarment !

Cette baisse serait catastrophique pour nos établissements, les salariés et les personnes accompagnées.

Ce système capitaliste ne pense le travail social que comme un coût immédiat pour la nation et non pas comme un investissement d'avenir : Diminution des financements, mise en concurrence par des appels à projet, nomenclature Sérafin-ph, développement de contrats à impact social...

Ces orientations budgétaires gouvernementales impactent directement les collectivités locales et le Conseil Départemental a déjà annoncé et engagé des restrictions budgétaires qui continuent à dégrader l'accompagnement social et médico-social.

Devant pallier aux désengagements des autres administrations, **l'ACCES aux DROITS des plus précaires est en PERIL.** Concernant le logement, la santé, l'insertion, il n'y a plus de réponse aux besoins de tous les usagers qui se retrouvent sans solution. Les situations traitées dans l'urgence ne permettent plus l'accompagnement.

La prévention pourtant nécessaire afin d'éviter une aggravation des situations est aussi touchée par ses restrictions. **La protection de l'enfance est mise à mal et en danger.**

La situation est catastrophique : manques de places pour les enfants, conditions de travail dégradées et perte de sens pour les salariés. Avec des salaires au SMIC pour un éducateur en début de carrière, comment s'étonner qu'au niveau national, 40% des postes restent vacants ?



Dans le Doubs, la politique menée a conduit à un démantèlement et une aggravation des prises en charge des jeunes et de leur famille, mais aussi des conditions de travail des professionnelles public/privé du secteur :

- Coupes franches dans les budgets par la suppression de services, ou mesures d' «ajustement budgétaire » en cours d'année : Le Conseil Départemental prévoit de baisser de 10 à 20% le budget de la prévention spécialisée, ce qui entraînerait de fait l'abandon d'accompagnements dans les quartiers populaires de Besançon, Pontarlier ou du Pays de Montbéliard. Le service insertion de l'ADDSEA, qui accompagne des jeunes en grande précarité, risque de fermer faute de financements suffisants.

- Mesures de placement non effectives entraînant la désespérance et la souffrance des enfants et jeunes concernées, ainsi on compte dans le Doubs plus de 100 mesures d'accompagnement éducatif en milieu ouvert sur liste d'attente., des situations dégradées et de plus en plus complexes...

- De plus en plus, on voit des enfants ou jeunes à la rue. Il y a encore quelques années, un jeune des services de protection de l'enfance pouvait demander à être accompagné jusqu'à ses 21 ans. Aujourd'hui c'est 19 ans maximum et encore pas pour tous. Les Mineurs étrangers sont acculés et délaissés. !

La protection de judiciaire de la jeunesse (service de l'état) a subi un traumatisme estival de 500 suppressions de postes, toujours pas totalement compensé, dans l'attente d'un budget 2025 encore aléatoire.

La question des moyens humains et pour des prises en charge adaptées à l'individualisation des jeunes et non systématisées dans des lieux renvoyant à l'enfermement ou l'éloignement reste centrale mais à priori hors sujet pour une administration qui ne voit que des « économies à réaliser », plus que les besoins fondamentaux des

enfants et la reconnaissance de nos métiers. Les difficultés rencontrées par le département ou les associations ont un impact direct sur nos prises en charge, dans un partenariat indispensable pourtant très malmené.

Depuis des années les salarié(e)s, les syndicats dénoncent la situation catastrophique de la protection de l'enfance sans que les moyens soient à la hauteur des besoins, le livre blanc en décembre 23, le rapport du CESE en octobre, confirment de nouveau ce contexte dégradé fait de violences vécues par les usagers et les professionnels.

C'est l'ensemble du secteur social et médico-social qui est malmené.

Avec une dégradation également des services d'accueil et accompagnement des personnes en situation de handicap...



Le pouvoir politique libéral, dans sa continuité, fait miroiter l'inclusion dans le milieu dit ordinaire comme unique solution pour permettre d'inscrire la personne en situation de handicap dans la société, sans mise en place des moyens financiers et humains nécessaires, avec en parallèle un manque de place qui oblige les familles à choisir entre leur travail ou le domicile et à la détresse. L'inclusion scolaire forcée livre les enfants en situation de handicap à l'Education Nationale sans moyens adaptés (manque d'enseignants et éducateurs spécialisés, d'accompagnant AESH ...) au détriment d'un accompagnement spécialisé.

Mais c'est aussi les dispositifs d'accompagnement, insertion, asile, hébergement d'urgence qui sont précarisés. La dématérialisation, l'absence de perspectives et la compression des moyens, d'autant plus au regard des enjeux est dramatique.

Le social, l'école, la santé... **Il quantifie et tarifie tout, alors que la vie humaine n'a pas de prix !** L'état se désengage, y compris en ne prévoyant pas les budgets nécessaires au financement des accords qu'il a pourtant signés... **L'être humain n'est pas une marchandise!!!**

Le secteur du social et celui du médico-social, de la santé, de la psychiatrie, de la protection judiciaire de la jeunesse, de l'exclusion, de l'insertion et de la grande pauvreté, subissent les mêmes coupes budgétaires, ayant des effets délétères.

Nous, professionnel-les du secteur social, médico-social, privé/public, crions **STOP !!** Et à l'urgence de la mise en place d'une autre politique dans le secteur de la protection de l'enfance.

A l'occasion de la journée internationale des droits de l'enfant, nous appelons les professionnel-les, la population à réagir, à nous retrouver, nous mobiliser ce mercredi 20 novembre à 16h Esplanade des droits de l'Homme à Besançon.

